

N° 1409

N° 141

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

QUINZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2018-2019

---

---

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale  
le 20 novembre 2018

---

---

Enregistré à la Présidence du Sénat le 20 novembre 2018

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE <sup>(1)</sup> CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE  
SUR LE PROJET DE LOI *de finances rectificative pour 2018*,

PAR M. Joël GIRAUD,  
Rapporteur général,  
Député

PAR M. Albéric de MONTGOLFIER,  
Rapporteur général,  
Sénateur

---

*(1) Cette commission est composée de : M. Vincent Éblé, sénateur, président ; M. Éric Woerth, député, vice-président ; M. Albéric de Montgolfier, sénateur, M. Joël Giraud, député, rapporteurs généraux.*

*Membres titulaires : MM. Dominique de Legge, Jérôme Bascher, Michel Canevet, Claude Raynal, Jean-Claude Requier, sénateurs ; Mmes Bénédicte Peyrol, Cendra Motin, M. Daniel Labaronne, Mmes Véronique Louwagie, Sarah El Haïry, députés.*

*Membres suppléants : MM. Éric Bocquet, Philippe Dallier, Bernard Delcros, Rémi Féraud, Mme Christine Lavarde, MM. Sébastien Meurant, Georges Patient, sénateurs ; Mmes Marie-Christine Verdier-Jouclas, Dominique David, M. Xavier Paluszkiwicz, Mmes Valérie Rabault, Lise Magnier, M. Charles de Courson, députés.*

**Voir les numéros :**

**Assemblée nationale (15<sup>ème</sup> législ.) :** Première lecture : **1371, 1395** et T.A. **188**

**Sénat :** Première lecture : **121, 129** et T.A. **24** (2018-2019)  
Commission mixte paritaire : **142** (2018-2019)



MESDAMES, MESSIEURS,

M. le Premier ministre a fait connaître à M. le Président du Sénat et à M. le Président de l'Assemblée nationale que, conformément au deuxième alinéa de l'article 45 de la Constitution, il avait décidé de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2018.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont désigné :

– *Membres titulaires :*

• *Pour l'Assemblée nationale :*

Mme Bénédicte Peyrol, M. Joël Giraud, Mme Cendra Motin, MM. Daniel Labaronne, Éric Woerth, Mmes Véronique Louwagie et Sarah El Haïry, *députés*.

• *Pour le Sénat :*

MM. Vincent Éblé, Albéric de Montgolfier, Dominique de Legge, Jérôme Bascher, Michel Canevet, Claude Raynal, Jean-Claude Requier, *sénateurs*.

– *Membres suppléants :*

• *Pour l'Assemblée nationale :*

Mmes Marie-Christine Verdier-Jouclas, Dominique David, M. Xavier Paluszkiwicz, Mmes Valérie Rabault, Lise Magnier, M. Charles de Courson, *députés*.

• *Pour le Sénat :*

MM. Éric Bocquet, Philippe Dallier, Bernard Delcros, Rémi Féraud, Mme Christine Lavarde, MM. Sébastien Meurant et Georges Patient, *sénateurs*.

La commission mixte paritaire s'est réunie le 20 novembre 2018, au Palais du Luxembourg. Elle a désigné :

– M. Vincent Éblé en qualité de président et M. Éric Woerth en qualité de vice-président ;

– MM. Albéric de Montgolfier et Joël Giraud, en qualité de rapporteurs, respectivement pour le Sénat et pour l'Assemblée nationale.

\*

\* \*

*Le Sénat ayant rejeté en première lecture le projet de loi de finances rectificative pour 2018, tous les articles restaient en discussion. En application de l'article 45 de la Constitution, la commission mixte paritaire a donc été saisie de l'ensemble du projet de loi.*

\*

\* \*

## Discussion générale

**M. Vincent Éblé, sénateur, président.** – Le projet de loi initial comportait neuf articles. Le texte transmis au Sénat en comportait autant.

Notre assemblée n'ayant adopté ni l'article d'équilibre ni, par conséquent, la première partie du projet de loi de finances rectificative pour 2018, l'ensemble du texte a été considéré comme rejeté. En conséquence, les neuf articles du projet de loi restent en discussion.

**M. Éric Woerth, député, vice-président.** – L'écart entre nos deux assemblées me semble cette fois assez important.

**M. Albéric de Montgolfier, sénateur, rapporteur pour le Sénat.** – Hier soir, l'examen de ce texte a été assez bref au Sénat : il a été interrompu par le rejet de l'article d'équilibre. En tant que rapporteur général de notre commission des finances, j'avais plutôt préconisé l'abstention.

Ce texte contient de réels motifs de satisfaction. Il revient à la vocation initiale d'un projet de loi de finances rectificative : procéder à des ajustements principalement budgétaires, tout en évitant le traditionnel décret d'avances de fin d'année. M. le président de la commission et moi-même nous étions suffisamment plaints des conditions d'examen des précédents collectifs budgétaires, qui étaient trop souvent la voiture-balai de toutes les mesures fiscales que les ministères voulaient passer. Une année, nous avons ainsi dû réformer la fiscalité du tabac au travers d'un amendement gouvernemental long de plusieurs pages et déposé quelques minutes avant son examen !

Cette fois, le Gouvernement a tenu l'engagement qu'il avait pris : ne faire figurer dans ce texte que les ajustements budgétaires et autres dispositions nécessaires pour la fin de l'année.

Autre motif de satisfaction, un réel effort a été fait pour rendre les comptes plus sincères. Il est tout d'abord, moins fait recours à la réserve. Ensuite, on constate moins de sous-budgétisations qu'auparavant.

Pour autant, nous ne pouvions approuver ce texte. Du point de vue macroéconomique, le scénario retenu par le Gouvernement reste inchangé, alors que celui-ci aurait pu constater que la reprise est plus faible qu'escompté. L'objectif de déficit est certes tenu, mais il était extrêmement modeste. Ce projet de loi de finances rectificative s'inscrit dans le droit fil de la loi de finances pour 2018, que nous avons rejetée ; le déficit reste donc très élevé, supérieur de 12,3 milliards d'euros à sa valeur en 2017. L'amélioration de 1,3 milliard d'euros du solde budgétaire s'explique uniquement par la vente de 2,35 % du capital de Safran. C'est insuffisant !

Certaines réserves peuvent par ailleurs être émises. Concernant la défense, même si les crédits ont ensuite été dégelés, on abandonne le principe de la solidarité interministérielle pour le financement des opérations extérieures.

Quant à la fiscalité énergétique, dès le mois de juillet, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) avait considéré que la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) produisait plus de ressources que n'en nécessitait le compte d'affectation spéciale (CAS) « Transition énergétique ». L'affectation de cet excédent au budget général n'a rien de contestable d'un point de vue budgétaire, mais le Gouvernement aurait sans doute pu, d'un point de vue politique, affecter plus de moyens à la transition énergétique à un moment où les prix de l'énergie montaient et où la fiscalité énergétique devenait un sujet important. Cela aurait pu s'effectuer par le biais de l'Agence nationale de l'habitat ou par un renforcement du crédit d'impôt pour la transition énergétique.

Toutes ces raisons nous ont conduits à préconiser l'abstention sur ce projet de loi de finances rectificative. Néanmoins, les forces politiques opposées à ce texte étant plus importantes que ses partisans, il a été rejeté.

Au vu du nombre d'articles restant en discussion, je doute que cette commission mixte paritaire puisse être conclusive.

**M. Joël Giraud, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale.** –

Notre réunion sera sans doute relativement brève. Vous aviez déclaré, monsieur de Montgolfier, avoir de ce texte une interprétation générale positive. Vous n'aviez, à lire vos propos, pas de raison d'être en désaccord avec ce projet de loi de finances rectificative.

De fait, ce collectif budgétaire respecte ce que nous avons toujours voulu : il porte sur les seuls ajustements budgétaires nécessaires. On ne peut que saluer cette volonté du Gouvernement de bien séparer le domaine du projet de loi de finances et celui du projet de loi de finances rectificative. Il aurait pu publier un

décret d'avances : il n'y aurait alors pas eu de débat dans les assemblées. D'aucuns s'en seraient sans doute plaints !

Je prends acte de la position du Sénat.

Sur l'article 2 et la réaffectation de 600 millions d'euros du CAS « Transition énergétique », nous savons tous qu'il s'agit d'une mesure technique et normée. Il n'était pas forcément utile de la présenter dans la presse comme un prélèvement sur la transition énergétique susceptible d'affecter le devenir de celle-ci. Je n'ai pas compris qu'on tienne de tels propos sur un article aussi technique. Peut-être la presse les a-t-elle mal interprétés.

**M. Albéric de Montgolfier, sénateur, rapporteur pour le Sénat.** – En effet, abonder à nouveau le CAS « Transition énergétique », comme tendaient à le faire certains amendements, auxquels notre commission était défavorable, n'aurait eu aucun sens. Cette trésorerie n'aurait pas été consommée ! Cela dit, c'est un choix politique d'en faire plus ou moins pour la transition énergétique. Du point de vue budgétaire, en revanche, il n'y a rien à dire.

*La commission mixte paritaire constate qu'elle ne peut parvenir à l'adoption d'un texte commun sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2018.*

TABLEAU COMPARATIF

—

**PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2018**

ARTICLE LIMINAIRE.....	8
ARTICLE 1 <sup>ER</sup> .....	8
ARTICLE 2 .....	9
ARTICLE 3 .....	9
ARTICLE 4 .....	9
ARTICLE 5 .....	13
ARTICLE 6 .....	14
ARTICLE 7 .....	14
ARTICLE 8 .....	15

**Texte de l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte du Sénat en première lecture**

**Projet de loi de finances rectificative pour 2018**

**Projet de loi de finances rectificative pour 2018**

**Article liminaire**

La prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour 2018 s'établit comme suit :

*(En points de produit intérieur brut)*

	<b>Prévision 2018</b>
Solde structurel (1) .....	-2,2
Solde conjoncturel (2) .....	-0,1
Mesures exceptionnelles et temporaires (3) .....	-0,2
Solde effectif (1 + 2 + 3) .....	-2,6 *

\* *L'écart entre le solde effectif et la somme de ses composantes s'explique par l'arrondi au dixième des différentes valeurs.*

***Le Sénat n'ayant pas adopté l'article d'équilibre, et par conséquent, la première partie du projet de loi n° 121 (2018-2019) de finances rectificative pour 2018, l'ensemble du texte a été considéré comme rejeté.***

**PREMIÈRE PARTIE  
CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE  
FINANCIER**

**TITRE I<sup>ER</sup>  
DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES  
AFFECTÉES**

**Article 1<sup>er</sup>**

Pour l'année 2018, par dérogation au premier alinéa du II de l'article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, le produit des amendes forfaitaires perçues par la voie de systèmes automatiques de contrôle et sanction est affecté au compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » dans la limite de 439,61 millions d'euros. Le produit affecté à la première section



**Texte de l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte du Sénat en première lecture**

« Contrôle automatisé » s'élève à 269,61 millions d'euros.

**Article 2**

Pour l'année 2018, par dérogation au *d* du 1° du I de l'article 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, le montant de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes affecté au compte d'affectation spéciale « Transition énergétique » est de 6 588 671 056 euros.

**TITRE II**

**RATIFICATION DE DÉCRETS RELATIFS À LA RÉMUNÉRATION DE SERVICES RENDUS**

**Article 3**

Est autorisée, au delà de l'entrée en vigueur de la présente loi, la perception des rémunérations de services instituées par le décret n° 2018-80 du 8 février 2018 relatif à la rémunération de services rendus par le service à compétence nationale dénommé « Agence France Trésor » et à l'attribution de produits à la direction générale du Trésor.

**TITRE III**

**DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

**Article 4**

I. – Pour 2018, l'ajustement des ressources tel qu'il résulte des évaluations révisées figurant à l'état A annexé à la présente loi et la variation des charges du budget de l'État sont fixés aux montants suivants :

*(En millions d'euros \*)*

	Ressour ces	Charg es	Solde s
<b>Budget général</b>			
Recettes fiscales brutes / dépenses brutes...	11 371	4 728	
<i>À déduire :</i>			
<i>Remboursement s et dégrèvements .....</i>	<i>4 648</i>	<i>4 648</i>	

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Recettes fiscales nettes / dépenses nettes ...	6 724	80	
Recettes non fiscales .....	377		
Recettes totales nettes / dépenses nettes ..	7 101	80	
<i>À déduire :</i> <i>Prélèvements</i> <i>sur recettes au</i> <i>profit des</i> <i>collectivités</i> <i>territoriales et</i> <i>de l'Union</i> <i>européenne</i>	525		
<b>Montants nets pour le budget général .....</b>	<b>6 576</b>	<b>80</b>	<b>6 496</b>
Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants...	250	250	
<b>Montants nets pour le budget général, y compris fonds de concours.....</b>	<b>6 826</b>	<b>330</b>	
<b>Budgets annexes</b>			
Contrôle et exploitation aériens.....		0	0
Publications officielles et information administrative ....		-16	16
<b>Totaux pour les budgets annexes.....</b>		<b>-16</b>	<b>16</b>

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants : Contrôle et exploitation aériens.....			
Publications officielles et information administrative .....			
<b>Totaux pour les budgets annexes, y compris fonds de concours.....</b>		<b>-16</b>	<b>16</b>
<b>Comptes spéciaux</b>			
Comptes d'affectation spéciale .....	-2 662	-501	-
Comptes de concours financiers .....	809	-492	1 301
Comptes de commerce (solde).....			
Comptes d'opérations monétaires (solde).....			
<b>Solde pour les comptes spéciaux .....</b>			<b>-861</b>
<b>Solde général .....</b>			<b>5 652</b>

\* Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.

**Texte de l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte du Sénat en première lecture**

II. – Pour 2018 :

1° Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

*(En milliards d'euros)*

<b>Besoin de financement</b>	
Amortissement de la dette à moyen et long termes .....	116,6
<i>Dont amortissement nominal de la dette à moyen et long termes ....</i>	115,9
<i>Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)...</i>	0,7
Amortissement des autres dettes.....	-
Déficit à financer.....	80,0
Autres besoins de trésorerie .....	0,6
<b>Total.....</b>	<b>197,2</b>
<b>Ressources de financement</b>	
Émissions de dette à moyen et long termes nettes des rachats.....	195,0

**Texte de l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte du Sénat en première lecture**

Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement..	1,0
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme.....	-10,0
Variation des dépôts des correspondants...	4,5
Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l'État.....	-1,7
Autres ressources de trésorerie.....	8,4
<b>Total.....</b>	<b>197,2</b> ;

2° Le plafond de la variation nette, appréciée en fin d'année, de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an demeure inchangé.

III. – Pour 2018, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'État, exprimé en équivalents temps plein travaillé, est ramené au nombre de 1 949 528.

**SECONDE PARTIE**  
**MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET**  
**DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**TITRE I<sup>ER</sup>**  
**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2018. –**  
**CRÉDITS DES MISSIONS**

**Article 5**

I. – Il est ouvert aux ministres pour 2018, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits

## Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

de paiement supplémentaires s'élevant, respectivement, aux montants de 7 686 377 365 € et de 6 778 018 553 €, conformément à la répartition par mission et programmes donnée à l'état B annexé à la présente loi.

II. – Il est annulé pour 2018, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant, respectivement, aux montants de 1 887 059 506 € et de 2 050 161 926 €, conformément à la répartition par mission et programmes donnée à l'état B annexé à la présente loi.

### Article 6

I. – Il est ouvert aux ministres pour 2018, au titre des budgets annexes, des crédits s'élevant à 15 925 463 €, conformément à la répartition par mission et programmes donnée à l'état C annexé à la présente loi.

II. – Il est annulé pour 2018, au titre des budgets annexes, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant, respectivement, à 33 211 507 € et à 32 409 023 €, conformément à la répartition par mission et programmes donnée à l'état C annexé à la présente loi.

### Article 7

I. – Il est ouvert aux ministres pour 2018, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant, respectivement, à 134 267 377 € et à 131 899 164 €, conformément à la répartition par mission et programmes donnée à l'état D annexé à la présente loi.

II. – Il est annulé pour 2018, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant, respectivement, à 594 646 167 € et à 632 884 057 €, conformément à la répartition par mission et programmes donnée à l'état D annexé à la présente loi.

III. – Il est annulé pour 2018, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant, respectivement, à 774 800 000 € et à 491 900 000 €, conformément à la répartition par mission et programmes donnée à l'état D annexé à la présente loi.

## Texte du Sénat en première lecture

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

**TITRE II**  
**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2018. –**  
**PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS**

**Article 8**

Le tableau du second alinéa de l'article 62 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 est ainsi rédigé :

« Désignation du ministère ou du budget annexe	Plafond exprimé en équivalents temps plein travaillé
<b>I. - Budget général</b>	<b>1 938 288</b>
Action et comptes publics.....	125 064
Agriculture et alimentation .....	30 362
Armées.....	271 253
Cohésion des territoires ....	573
Culture .....	11 084
Économie et finances.....	12 944
Éducation nationale .....	1 018 255
Enseignement supérieur, recherche et innovation.....	7 354
Europe et affaires étrangères.....	13 459
Intérieur.....	286 845
Justice .....	84 770
Outre-mer.....	5 525
Services du Premier ministre .....	11 443
Solidarités et santé.....	9 938
Sports .....	-
Transition écologique et solidaire.....	40 328
Travail.....	9 091
<b>II. - Budgets annexes</b>	<b>11 240</b>
Contrôle et exploitation aériens.....	10 536

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Publications officielles et information administrative	704
<b>Total général .....</b>	<b>1 949 528</b> »

.....

**ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS**

**ÉTAT A**

(ARTICLE 4 DU PROJET DE LOI)

*Voies et moyens pour 2018 révisés*

**I. – BUDGET GÉNÉRAL**

*(En euros)*

<b>Numéro de ligne</b>	<b>Intitulé de la recette</b>	<b>Révision des évaluations pour 2018</b>
	1. Recettes fiscales	
	<b>11. Impôt sur le revenu</b>	<b>727 248 000</b>
1101	Impôt sur le revenu.....	727 248 000
	<b>12. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles</b>	<b>259 244 000</b>
1201	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles.....	259 244 000
	<b>13. Impôt sur les sociétés</b>	<b>3 060 340 000</b>
1301	Impôt sur les sociétés ...	3 076 026 000
1302	Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés .....	- 15 686 000
	<b>14. Autres impôts directs et taxes assimilées</b>	<b>1 077 921 000</b>



**Texte de l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte du Sénat en première lecture**

1401	Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu .....	360 877 0 00
1402	Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes .....	458 125 0 00
1405	Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices .....	-348 000 -
1406	Impôt sur la fortune immobilière .....	151 850 0 00
1408	Prélèvements sur les entreprises d'assurance .....	39 191 00 0
1410	Cotisation minimale de taxe professionnelle.....	1 700 000
1411	Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction .....	8 181 000
1412	Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue .....	- 1 600 000
1413	Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité.....	- 1 223 000
1416	Taxe sur les surfaces commerciales.....	3 948 000

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

1421	Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	2 300 000
1427	Prélèvements de solidarité .....	124 000 000
1498	Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'État en 2010).....	3 500 000
1499	Recettes diverses .....	231 120 000
	<b>15. Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques</b>	<b>309 549 000</b>
1501	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques....	309 549 000
	<b>16. Taxe sur la valeur ajoutée</b>	<b>3 255 071 000</b>
1601	Taxe sur la valeur ajoutée .....	3 255 071 000
	<b>17. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes</b>	<b>2 682 033 000</b>
1701	Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices.....	6 035 000
1702	Mutations à titre onéreux de fonds de commerce .....	9 354 000
1703	Mutations à titre onéreux de meubles corporels .....	-29 000
1704	Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers.....	10 743 000
1705	Mutations à titre gratuit entre vifs (donations).....	1 007 000 000

**Texte de l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte du Sénat en première lecture**

	Mutations à titre	1 854 000
1706	gratuit par décès.....	000
	Contribution de	19 650 00
1707	sécurité immobilière.....	0
		-
	Autres conventions et	60 927 00
1711	actes civils .....	0
	Taxe de publicité	41 323 00
1713	foncière.....	0
	Prélèvement sur les	
	sommes versées par	
	les organismes	
	d'assurances et	
	assimilés à raison des	-
	contrats d'assurances	48 435 00
1714	en cas de décès .....	0
	Recettes diverses et	39 380 00
1716	pénalités.....	0
		56 680 00
1721	Timbre unique .....	0
		-
	Autres taxes	466 559 0
1753	intérieures.....	00
	Autres droits et	10 101 00
1754	recettes accessoires.....	0
	Amendes et	-
1755	confiscations.....	5 329 000
	Taxe générale sur les	140 300 0
1756	activités polluantes .....	00
	Taxe spéciale sur	-
	certaines véhicules	119 311 0
1768	routiers.....	00
	Taxe spéciale sur la	
1774	publicité télévisée.....	-998 000
	Redevances sanitaires	
	d'abattage et de	-
1776	découpage.....	2 294 000
	Taxe sur certaines	
1777	dépenses de publicité....	344 000
	Taxe de l'aviation	
1780	civile .....	100 000

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

	Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques	-
1782	privées .....	1 380 000
	Produits des jeux exploités par la Française des jeux	59 000 00
1785	(hors paris sportifs).....	0
	Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos.....	11 018 00
1786		0
	Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques .....	-
1787		5 352 000
	Prélèvement sur les paris sportifs .....	102 674 0
1788		00
	Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne..	-601 000
1789		
	Taxe sur les transactions financières .....	109 000 0
1797		00
	Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'État en 2010).....	100 000
1798		-
		83 554 00
1799	Autres taxes .....	0
	<b>2. Recettes non fiscales</b>	
	<b>21. Dividendes et recettes assimilées</b>	<b>405 994 0</b>
	<b>00</b>	
	Produits des participations de l'État dans des entreprises financières .....	192 541 0
2110		00

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

	Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés .....	32 000 00 0
2111		
	Produits des participations de l'État dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers .....	177 580 0 00
2116		
	Autres dividendes et recettes assimilées .....	3 873 000
2199		
		-
	<b>22. Produits du domaine de l'État</b>	<b>216 583 00</b>
	Revenus du domaine public non militaire .....	53 000 00 0
2201		
		-
	Autres revenus du domaine public .....	164 100 0 00
2202		
	Revenus du domaine privé .....	60 000 00 0
2203		
	Redevances d'usage des fréquences radioélectriques .....	- 181 415 0 00
2204		
	Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires.....	15 000 00 0
2209		
	Autres revenus du Domaine .....	932 000
2299		
	<b>23. Produits de la vente de biens et services</b>	<b>307 653 00</b>

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

	Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget.....	28 450 00	-
2301		0	
2303	Autres frais d'assiette et de recouvrement .....	25 464 00	0
	Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne.....	10 640 00	0
2304		0	
2305	Produits de la vente de divers biens.....	-3 000	
2306	Produits de la vente de divers services .....	-994 000	
2399	Autres recettes diverses.....	300 996 00	00
	<b>24. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières</b>	<b>42 161 00</b>	<b>0</b>
	Intérêts des prêts à des banques et à des États étrangers .....	78 095 00	-
2401		0	
2402	Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social ...	1 400 000	-
2403	Intérêts des avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics .....	7 000 000	-
2409	Intérêts des autres prêts et avances.....	14 531 00	0

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

	Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile.....	90 330 00 0
2411		
	Autres avances remboursables sous conditions .....	-333 000
2412		
	Reversement au titre des créances garanties par l'État .....	-426 000
2413		
	Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées.....	53 616 00 0
2499		
	<b>25. Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites</b>	<b>6 895 000</b>
	Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence .....	- 300 000 0 00
2502		
	Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes .....	31 130 00 0
2503		
	Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'État .....	- 4 135 000
2504		
	Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires.....	292 087 0 00
2505		
	Frais de poursuite .....	385 000
2510		
	Frais de justice et d'instance.....	- 1 930 000
2511		
	Intérêts moratoires.....	91 000 -
2512		
		10 733 00
2513	Pénalités.....	0

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

		-
		<b>168 693 0</b>
	<b>26. Divers</b>	<b>00</b>
	Reversements de	-
2601	Natixis .....	1 000 000
	Reversements au titre	-
	des procédures de	-
	soutien financier au	319 650 0
2602	commerce extérieur .....	00
	Prélèvements sur les	-
	fonds d'épargne gérés	-
	par la Caisse des	-
	Dépôts et	75 000 00
2603	Consignations .....	0
	Divers produits de la	-
	rémunération de la	77 000 00
2604	garantie de l'État .....	0
	Produits des	-
	chancelleries	-
	diplomatiques et	17 039 00
2611	consulaires .....	0
	Redevances et divers	-
	produits pour frais de	-
2612	contrôle et de gestion	-945 000
	Prélèvement effectué	-
	sur les salaires des	-
	conservateurs des	-
2613	hypothèques.....	1 000
	Prélèvements	-
	effectués dans le cadre	-
2614	de la directive épargne	8 294 000
	Commissions et frais	-
	de trésorerie perçus	-
	par l'État dans le	-
	cadre de son activité	-
2615	régaliennne .....	174 000
2616	Frais d'inscription .....	-818 000
	Recouvrement des	-
	indemnisations	-
	versées par l'État au	-
	titre des expulsions	-
2617	locatives.....	-729 000



Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

2618	Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1 000	-
		25 314 00	
2620	Récupération d'indus...	0	
	Recouvrements après admission en non-valeur .....	-	
2621		7 402 000	
	Divers versements de l'Union européenne .....	-	
2622		4 105 000	
	Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits .....	11 289 00	
2623		0	
	Intérêts divers (hors immobilisations financières) .....	7 941 000	
2624			
	Recettes diverses en provenance de l'étranger .....	26 000	
2625			
	Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art. 109 de la loi de finances pour 1992)	-21 000	
2626		60 793 00	
2697	Recettes accidentelles...	0	
2698	Produits divers .....	167 000	
		-	
		49 846 00	
2699	Autres produits divers ..	0	
	<b>3. Prélèvements sur les recettes de l'État</b>		
	<b>31. Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales</b>		
			-
		<b>213 216 0</b>	
		<b>00</b>	

**Texte de l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte du Sénat en première lecture**

	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de	-
3101	fonctionnement.....	1 000 000
	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des	-
3103	instituteurs .....	1 097 000
	Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs	-
3104	groupements .....	53 029 000
	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).....	-
3106		281 512 000
	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale .....	1 460 000
3107		
	Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle.....	116 787 000
3122		

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport .....	5 175 000
3135		
	<b>32. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne</b>	<b>738 000 000</b>
	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du budget de l'Union européenne .....	738 000 000
3201		
	<b>4. Fonds de concours</b>	
	Évaluation des fonds de concours.....	250 000 000

Récapitulation des recettes du budget général

(En euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2018
		<b>11 371 406 000</b>
	<b>1. Recettes fiscales</b>	<b>6 000 727 248 000</b>
11	Impôt sur le revenu.....	000
	Autres impôts directs perçus par voie	
12	d'émission de rôles.....	259 244 000
		3 060 340 000
13	Impôt sur les sociétés ...	000
	Autres impôts directs	
14	et taxes assimilées .....	1 077 921 000
	Taxe intérieure de consommation sur les	
15	produits énergétiques.....	309 549 000

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

	Taxe sur la valeur ajoutée .....	3 255 071 000
16	Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes .....	2 682 033 000
17	<b>2. Recettes non fiscales</b>	<b>377 427 000</b>
	Dividendes et recettes assimilées.....	405 994 000
21		-
	Produits du domaine de l'État .....	216 583 000
22	Produits de la vente de biens et services.....	307 653 000
23	Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières .....	42 161 000
24	Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites .....	6 895 000
		-
		168 693 000
26	Divers .....	000
	<b>3. Prélèvements sur les recettes de l'État</b>	<b>524 784 000</b>
	Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales .....	-
31	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne.....	213 216 000
32	Total des recettes, nettes des prélèvements (1 + 2 - 3).....	11 224 049 000
	<b>4. Fonds de concours</b>	<b>250 000 000</b>

**Texte de l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte du Sénat en première lecture**

Évaluation des fonds de concours.....	250 000 000
---------------------------------------	-------------

**II. – Comptes d'affectation spéciale**

*(En euros)*

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2018
	<b>Aides à l'acquisition de véhicules propres</b>	<b>77 418 712</b>
01	Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules.....	77 418 712
	<b>Contrôle de la circulation et du stationnement routiers</b>	-
		<b>38 223 220</b>
	<b>Section : Contrôle automatisé</b>	<b>38 223 220</b>
01	Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé.....	-
		38 223 220
	<b>Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale</b>	<b>17 000 000</b>
01	Contribution des gestionnaires de réseaux publics de distribution .....	17 000 000

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

	<b>Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage</b>	<b>57 205 54 8</b>
01	Fraction du quota de la taxe d'apprentissage .....	57 205 54 8
	<b>Gestion du patrimoine immobilier de l'État</b>	<b>- 171 700 0 00</b>
01	Produits des cessions immobilières.....	171 700 0 00
	<b>Participations financières de l'État</b>	<b>1 500 000 000</b>
01	Produit des cessions, par l'État, de titres, parts ou droits de sociétés détenus directement.....	- 1 500 000 000
	<b>Pensions</b>	<b>509 434 3 13</b>
	<b>Section : Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité</b>	<b>- 515 674 9 19</b>
01	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension .....	- 48 591 66 7
02	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension.....	-383 080

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

03	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension ....	- 19 248 09 8
04	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension ....	- 2 245 481
05	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste).....	- 3 074 664
06	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom.....	1 217 867
07	Personnels civils : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension..	2 859 877
08	Personnels civils : retenues pour pensions : validation des services auxiliaires : part agent : retenues rétroactives, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC .....	12 200 00 0

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

09	Personnels civils : retenues pour pensions : rachat des années d'études .....	600 000
10	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité.....	-774 182
11	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés hors l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité.....	5 766 756
12	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste .....	- 11 527 72 4
14	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres et détachés des budgets annexes.....	-863 276



Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension (hors allocation temporaire	-
21	d'invalidité) .....	124 566 6 22
	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors allocation temporaire	-
22	d'invalidité) .....	2 499 934
	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public	-
23	sur un emploi conduisant à pension .....	139 945 9 80
	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi	11 692 77
24	conduisant à pension .....	7

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La	-
25	Poste).....	17 100 09 4
	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de France Télécom et agents détachés à France	-
26	Télécom.....	7 774 223
	Personnels civils : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant	15 728 56
27	droit à pension.....	3
	Personnels civils : contributions des employeurs : validation des services auxiliaires : part employeur : complément patronal, versements du régime général, des autres régimes de base et de	24 000 00
28	l'IRCANTEC.....	0
	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de La Poste et agents détachés à La	-
32	Poste.....	86 630 74 0
	Personnels civils : contributions des employeurs : allocation temporaire d'invalidité..	-901 382
33		

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

34	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres et détachés des budgets annexes.....	-221 513
41	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension ....	- 22 891 55 4
42	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension.....	-5 951
43	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension ....	45 994
44	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension ....	35 480
45	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste).....	179 530

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

	Personnels militaires : retenues pour pensions : primes et indemnités	-
47	ouvrant droit à pension..	1 516 794
	Personnels militaires : retenues pour pensions : rachat des années	
49	d'études .....	-200 000
	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi	-
51	conduisant à pension .....	133 523 389
	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension.....	-151 911
52		
	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi	
53	conduisant à pension .....	-449 313
	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi	
54	conduisant à pension .....	-25 683

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

55	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste).....	429 392
57	Personnels militaires : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension .....	-135 953
61	Recettes diverses (administration centrale) : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales : transfert au titre de l'article 59 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 .....	12 018 053
63	Recettes diverses (administration centrale) : versement du Fonds de solidarité vieillesse au titre de la majoration du minimum vieillesse : personnels civils .....	200 000
65	Recettes diverses (administration centrale) : compensation démographique généralisée : personnels civils et militaires	22 000 000

**Texte de l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte du Sénat en première lecture**

	Recettes diverses : récupération des indus sur pensions :	
67	personnels civils .....	-499 498
	Recettes diverses : récupération des indus sur pensions :	
68	personnels militaires.....	499 498
69	Autres recettes diverses.....	600 000
	<b>Section : Ouvriers des établissements industriels de l'État</b>	<b>13 400 60 6</b>
71	Cotisations salariales et patronales.....	26 730 98 7
	Contribution au Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État et au Fonds des rentes d'accident du travail des ouvriers civils des établissements	- 10 878 72
72	militaires.....	0
	Compensations inter- régimes généralisée et spécifique.....	- 2 000 000
73		
74	Recettes diverses .....	-353 262
	Autres financements : Fonds de solidarité vieillesse, Fonds de solidarité invalidité et cotisations rétroactives ..	-98 399
75		
	<b>Section : Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions</b>	<b>- 7 160 000</b>
	Financement de la retraite du combattant : participation du budget général .....	- 1 300 000
81		

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

83	Financement du traitement de membres de la Légion d'honneur : participation du budget général .....	-10 172
84	Financement du traitement de membres de la Légion d'honneur : autres moyens.....	618
85	Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : participation du budget général .....	9 554
87	Financement des pensions militaires d'invalidité : participation du budget général .....	7 643 470
88	Financement des pensions militaires d'invalidité : autres moyens.....	-356 530
89	Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : participation du budget général .....	-310 181
90	Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : autres moyens.....	50 181
91	Financement des allocations de reconnaissance des anciens supplétifs : participation du budget général .....	2 030 000

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

	Financement des pensions des sapeurs-pompiers et anciens agents de la défense passive victimes d'accident : participation du budget général .....	400 000
93		
	Financement des pensions de l'ORTF : participation du budget général .....	-30 000
94		
	<b>Transition énergétique</b>	<b>594 646 167</b>
	Fraction de la taxe intérieure sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes.....	- 577 646 167
04		
	Revenus tirés de la mise aux enchères des garanties d'origine.....	- 17 000 000
06		
		-
		<b>2 662 379</b>
	<b>Total.....</b>	<b>440</b>

III. – Comptes de concours financiers

(En euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2018
	Prêts à des États étrangers	800 000 000



Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

	<b>Section : Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers</b>	<b>800 000 000</b>
03	Remboursement de prêts octroyés par l'Agence française de développement .....	800 000 000
	<b>Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés</b>	<b>8 860 000</b>
	<b>Section : Prêts pour le développement économique et social</b>	<b>8 860 000</b>
06	Prêts pour le développement économique et social .....	8 860 000
	<b>Total.....</b>	<b>808 860 000</b>

### ÉTAT B

#### (ARTICLE 5 DU PROJET DE LOI)

*Répartition des crédits pour 2018 ouverts et annulés, par mission et programme, au titre du budget général*

#### BUDGET GÉNÉRAL

*(En euros)*

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
<b>Action extérieure de l'État</b>	<b>20 601 193</b>	<b>20 601 193</b>	<b>76 167 851</b>	<b>77 9 41 6 20</b>

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Action de la France en Europe et dans le monde...	20 601	20 601	55 218	56 591 0
.....	193	193	994	05
.....	<i>20 601</i>	<i>20 601</i>		
.....	<i>193</i>	<i>193</i>		
Diplomatie culturelle et d'influence.....			9 596	9 596 901
Français à l'étranger et affaires consulaires .....			11 351	11 753 7
.....			956	14
<b>Administration générale et territoriale de l'État</b>			<b>22 065</b>	<b>24 161 7</b>
Administration territoriale .....			<b>023</b>	<b>23</b>
.....			6 480	6 628 60
.....			943	5
.....				5 39
.....			5 399	9 19
.....			<i>196</i>	<i>6</i>

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Vie politique, culturelle et associative.....			3 15
	1 970	0 63	
	722	9	
	393 95	393	
	0	950	
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur.....			14 3
	13 613	82 4	
	358	79	
		11 4	
	11 473	73 5	
	502	02	
<b>Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales</b>			<b>26 3</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture.....	<b>25 149</b>	<b>76 6</b>	
	<b>934</b>	<b>69</b>	
			14 7
	13 491	40 5	
	528	28	

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation.....			8 143 312	7 96 8 96 1
.....			756 56 0	756 560
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture.....			3 515 094	3 66 7 18 0
<b>Aide publique au développement</b>	<b>430 390 163</b>	<b>6 602 180</b>	<b>36 778 954</b>	<b>37 3 32 6 87</b>
Aide économique et financière au développement...	423 787 983			4 01 6 08 2
Solidarité à l'égard des pays en développement...	6 602 1 80	6 602 180	36 778 954	33 3 16 6 05
.....	6 602 1 80	6 602 180		

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

<b>Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation</b>			<b>22 505 057</b>	<b>22 505 057</b>
Liens entre la Nation et son armée ....			1 280 430	1 280 430
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant .....			21 224 627	21 224 27
<b>Cohésion des territoires</b>	<b>150 238 007</b>	<b>150 238 007</b>	<b>31 830 614</b>	<b>29 600 073</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables.....	60 238 007	60 238 007		

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Aide à l'accès au logement	90 000 000	90 000 000		
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat			13 242 339	9 44 2 33 9
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire			5 238 279	7 00 5 73 8
.....			89 063	89 0 63
Interventions territoriales de l'État			1 017 254	819 254
Politique de la ville			12 332 742	12 3 32 7 42
.....			73 025	73 0 25
<b>Conseil et contrôle de l'État</b>			<b>595 94 1</b>	<b>595 941</b>

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Conseil économique, social et environnemental.....			159 340	159 340
.....			159 340	159 340
Cour des comptes et autres juridictions financières.....			423 625	423 625
.....			423 625	423 625
Haut Conseil des finances publiques.....			12 976	12 976
.....			12 976	12 976
			<b>97 894</b>	<b>97 894</b>
<b>Culture</b>	<b>20 100 000</b>	<b>20 100 000</b>	<b>531</b>	<b>531</b>
Création.....	20 100 000	20 100 000		
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture....			97 894 531	97 894 531

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

				<b>404</b>
	<b>404 190</b>	<b>404 19</b>	<b>404 19</b>	<b>190</b>
<b>Défense</b>	<b>031</b>	<b>0 031</b>	<b>0 031</b>	<b>031</b>
Environnement et prospective de la politique de défense...			20 000 000	20 000 000
Préparation et emploi des forces ....	404 190 031	404 190 031		
Soutien de la politique de la défense			65 000 000	65 000 000
Équipement des forces ....			319 190 031	319 190 031
<b>Direction de l'action du Gouvernement</b>	<b>7 674 723</b>	<b>3 175 290</b>	<b>24 373 002</b>	<b>19 706 770</b>
Coordination du travail gouvernemental ..	7 674 723	3 175 290	2 143 273	2 143 273
.....			2 143 273	2 143 273
Protection des droits et libertés			519 207	519 207



Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

.....			519 20	519
			7	207
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées.....			21 710	17 0
			522	44 2
				90
			2 394	2 39
.....			177	4 17
				7
<b>Écologie, développement et mobilité durable</b>				<b>200</b>
	<b>99 487</b>	<b>85 501</b>	<b>151 11</b>	<b>098</b>
	<b>752</b>	<b>645</b>	<b>5 598</b>	<b>449</b>
Infrastructures et services de transports .....				89 9
			91 931	04 4
			538	19
Affaires maritimes.....			2 299	2 29
			066	9 06
Paysages, eau et biodiversité.....				6
			4 421	4 42
			830	1 83
Expertise, information géographique et météorologie .....				0
			5 511	5 48
			206	1 01
				8

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Prévention des risques...			41 727	41 4
Énergie, climat et après-mines.....	25 501	85 501	252	20 3
Service public de l'énergie .....	645	645		52
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables..	73 986			50 0
	107			57 4
				38
<b>Économie</b>				
Développement des entreprises et régulations.....			5 224	6 51
			706	4 32
				6
			<b>57 189</b>	<b>56 0</b>
			<b>054</b>	<b>76 7</b>
				<b>06</b>
			43 376	37 2
			545	45 3
				32
			1 267	1 26
			878	7 87
				8

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Plan 'France Très haut débit' Statistiq ues et études économ iques.....			10 900 000	10 9 00 0 00
.....			2 912 509	7 93 1 37 4
<b>Engage ments financie rs de l'État</b>	<b>453 000 000</b>	<b>453 00 0 000</b>	<b>46 811 029</b>	<b>52 3 28 5 32</b>
Charge de la dette et trésoreri e de l'État (crédits évaluati fs).....	453 000 000	453 00 0 000		1 26 1 66 8
Épargne.. Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financie rs structur és à risque .....			46 811 029	46 8 11 0 29
				5 51 7 50 3

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

<b>Enseignement scolaire</b>	<b>205 377 821</b>	<b>205 377 821</b>	<b>59 732 718</b>	<b>58 042 764</b>
Enseignement scolaire public du premier degré .....			2 370 000	2 370 000
Enseignement scolaire public du second degré .....	163 296 194	163 296 194	5 846 547	5 846 657
.....	<i>163 296 194</i>	<i>163 296 194</i>		
Vie de l'élève .....	23 061 482	23 061 482	16 568 194	16 568 194
.....	<i>23 061 482</i>	<i>23 061 482</i>		
Enseignement privé du premier et du second degrés.....	19 020 145	19 020 145	5 229 193	5 229 193
.....	<i>19 020 145</i>	<i>19 020 145</i>		
Soutien de la politique de l'éducation nationale .....			23 396 200	21 281 81

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Enseignement technique agricole			6 74
		6 322	6 94
		584	9
			2 06
		2 060	0 68
.....		688	8
<b>Gestion des finances publiques et des ressources humaines</b>			<b>90 0</b>
		<b>125 85</b>	<b>00 0</b>
		<b>9 683</b>	<b>00</b>
Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local .....			45 8
		60 537	36 9
		301	63
			12 5
		12 506	06 8
.....		809	09
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières .....			14 8
		30 275	52 9
		502	81

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Facilitat ion et sécurisa tion des échange s.....			28 677 103	23 4 92 5 57 1 27
.....			1 274 729	4 72 9
Fonctio n publiqu e			6 369 777 201 19 0	5 81 7 49 9 201 190
<b>Immigr ation, asile et intégrat ion</b>	<b>86 595 354</b>	<b>83 729 960</b>	<b>6 973 835</b>	<b>6 97 2 65 2</b>
Immigr ation et asile.....	86 595 354	83 729 960		
Intégrati on et accès à la national ité français e.....			6 973 835	6 97 2 65 2
<b>Investis sements d'aveni r</b>	<b>250 000 000</b>	<b>33 500 000</b>	<b>216 50 0 000</b>	
Valorisa tion de la recherch e.....	250 000 000			

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Accélération de la modernisation des entreprises .....	33 500 000	216 50 0 000		
			<b>60 7</b>	
		<b>67 169</b>	<b>49 7</b>	
<b>Justice</b>		<b>066</b>	<b>32</b>	
Justice judiciaire .....		16 166	1 30	0 32
		263	6	
			1 30	
		1 300	0 32	
		326	6	
Administration pénitentiaire		18 806	32 8	75 8
Protection judiciaire de la jeunesse.....		062	26	
			11 8	
		15 237	63 6	
		322	53	
			1 85	
		1 853	3 98	
		983	3	
Accès au droit et à la justice			8 24	
Conduite et pilotage de la politique de la justice.....		8 245	5 26	
		260	0	
			6 17	
		8 429	2 02	
		212	5	
		670 11	670	
		0	110	

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Conseil supérieur de la magistrature .....			284 94	292
			7	642
			230 94	230
.....			5	945
<b>Médias, livre et industri es culturel les</b>			<b>13 612</b>	<b>2 92</b>
Presse et médias....			471	4
Livre et industri es culturell es.....			5 739	5 73
			208	9 20
				8
			7 873	3 83
			263	3 71
				6
<b>Outre- mer</b>	<b>133 620</b>	<b>111 49</b>		
	<b>481</b>	<b>7 226</b>		
Emploi outre- mer.....	100 030	78 050		
	146	913		
Condi tions de vie outre- mer.....	33 590	33 446		
	335	313		
<b>Recher che et enseign ement supérie ur</b>	<b>20 120</b>	<b>20 120</b>	<b>224 77</b>	<b>224</b>
	<b>101</b>	<b>101</b>	<b>9 152</b>	<b>494</b>
				<b>851</b>



Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Formations supérieures et recherche universitaire.....	20 120	20 120	47 471	45 6
.....	101	101	655	36 3
.....	20 120	20 120		11
.....	101	101		
Vie étudiante.....			56 382	56 3
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires.....			763	82 7
Recherche spatiale.....				63
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables.....			71 234	72 6
			893	12 4
			20 439	80
			174	20 4
				39 1
				74
			14 114	14 2
			094	64 0
				94

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle .....					
			3 479	3 47	9 43
			436		6
			544 18	544	
			6	186	
Recherche duale (civile et militaire ) .....			4 838	4 83	8 51
			511		1
Recherche culturelle et culture scientifique .....			1 968	1 96	5 69
			125		9
Enseignement supérieur et recherche agricoles.....			4 850	4 87	6 38
			501		3
<b>Régimes sociaux et de retraite</b>	<b>115 510</b>	<b>115 51</b>			
	<b>772</b>	<b>0 772</b>			

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Régime s sociaux et de retraite des transpor ts terrestre s.....	115 510 772	115 51 0 772	
<b>Relatio ns avec les collecti vités territor iales</b>	<b>165 000 000</b>	<b>112 61 8 024</b>	<b>2 02 4 93 9</b>
Concou rs financie rs aux collecti vités territori ales et à leurs groupe ments.....	115 000 000	112 61 8 024	
Concou rs spécifiq ues et adminis tration....	50 000 000		2 02 4 93 9
<b>Rembo urseme nts et dégrève ments</b>	<b>4 647 6 04 000</b>	<b>4 647 604 00 0</b>	

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Rembou rsement s et dégrève ments d'impôt s d'État (crédits évaluati fs).....	3 894 6 04 000	3 894 604 00 0		
Rembou rsement s et dégrève ments d'impôt s locaux (crédits évaluati fs).....	753 000 000	753 00 0 000		
	<b>11 643 907</b>	<b>11 643 907</b>	<b>12 116 058</b>	<b>12 2 93 3 90</b>
<b>Santé</b> Préventi on, sécurité sanitaire et offre de soins..				
Protecti on maladie ..	11 643 907	11 643 907		12 2 93 3 90
<b>Sécurit és</b> Police national e .....	<b>31 554 630</b>	<b>31 554 630</b>	<b>135 50 2 282</b>	<b>58 0 59</b>
.....	31 554 630	31 554 630	43 769 993	35 1 86 3 30
.....	31 554 630	31 554 630		<b>78 4</b>

**Texte de l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte du Sénat en première lecture**

Gendarmerie nationale			48 071	16 401 8
e .....			544	26
Sécurité et éducation routière			1 194	1 194 877
s.....			877	7
Sécurité civile .....			42 465	25 675 0
			868	26
			5 718	5 718
.....			188	8
<b>Solidarité, insertion et égalité des chances</b>	<b>260 473 649</b>	<b>261 453 766</b>	<b>12 915 664</b>	<b>13 129 097</b>
Inclusion sociale et protection des personnes.....	260 473 649	261 453 766		

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative .....			12 915 664	13 129 097
.....			2 626 061	2 626 061
<b>Sport, jeunesse et vie associative</b>			<b>1 740 000</b>	<b>1 740 000</b>
Sport .....			1 740 000	1 740 000
<b>Travail et emploi</b>	<b>173 194 781</b>		<b>13 491 958</b>	<b>13 491 958</b>
Accès et retour à l'emploi.				358 554 245

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi..	173 194 781			116 995 552
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail....			9 648 576	12 4 34 6 65
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail....			3 843 382	3 74 3 99 5
.....			2 169 159	2 16 9 15 9
<b>Total.....</b>	<b>7 686 3 77 365</b>	<b>6 778 018 55 3</b>	<b>1 887 059 50 6</b>	<b>2 05 0 16 1 92 6</b>

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

**ÉTAT C**

**(ARTICLE 6 DU PROJET DE LOI)**

*Répartition des crédits pour 2018 ouverts et annulés, par mission et programme, au titre des budgets annexes*

*BUDGETS ANNEXES*

*(En euros)*

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Auto-risati ons d'engagem ent annu lées	Cré dits de pai em ent ann ulés
<b>Contrôle et exploitation aériens</b>	<b>15 925 463</b>	<b>15 925 463</b>	<b>15 925 463</b>	<b>15 925 463</b>
Soutien aux prestations de l'aviation civile .....			15 925 463	15 925 463
.....			9 290 601	9 290 601
Navigation aérienne .....	15 925 463	15 925 463		
<b>Publications officielles et information administrative</b>			<b>17 280</b>	<b>16 483</b>
			<b>6 044</b>	<b>0</b>



Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Édition et diffusion.....			12 77 6 435	13 239 91 1
Pilotage et ressources humaines			4 509 609 1 609 382	3 2 43 649 1 6 09 382
.....				<b>32</b>
<b>Total.....</b>	<b>15 925 4 63</b>	<b>15 925 463</b>	<b>33 21 1 507</b>	<b>409 02 3</b>

ÉTAT D

(ARTICLE 7 DU PROJET DE LOI)

*Répartition des crédits pour 2018 ouverts et annulés, par mission et programme, au titre des comptes spéciaux*

I. – COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

*(En euros)*

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Auto risati ons d'en gage ment annu lées	Cré dits de pai em ent ann ulé s
Aides à l'acquisition de véhicules propres	77 418 7 12	77 418 712		

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Contribution au financement de l'attribution d'aides au retrait de véhicules polluants.....	77 418 712	77 418 712		
<b>Contrôle de la circulation et du stationnement routiers</b>				<b>38 237 890</b>
Structures et dispositifs de sécurité routière...				38 237 890
<b>Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage</b>	<b>56 848 665</b>	<b>54 480 452</b>		

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Correcti on financière des disparités régional es de taxe d'appren tissage et incitatio ns au dévelop pement de l'appren tissage ....	56 848 6 65	54 480 452		
<b>Transiti on énergéti que</b>			<b>594 6 46 16 7</b>	<b>594 64 61 67</b>
Soutien à la transitio n énergéti que .....			594 6 46 16 7	594 64 61 67
			<b>594 6 46 16 7</b>	<b>632 88 40 57</b>
<b>Total.....</b>	<b>134 267 377</b>	<b>131 899 164</b>		

II. – COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

(En euros)

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics			110 000 000	110 000 000
Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics...			110 000 000	110 000 000
Prêts à des États étrangers			664 800 000	381 900 000

Texte de l'Assemblée nationale en première lecture

Texte du Sénat en première lecture

Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France...			400 000	117 100 000
Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France...			264 800	264 800 000
<b>Total.....</b>			<b>774 800</b>	<b>491 900 000</b>